

de l'inestimable privilège de faire donner à leurs enfants une instruction et une éducation de leur choix, vont-ils refuser de venir aux secours des pères canadiens-français à qui l'on refuse cette liberté nécessaire ?

A cette époque de souscriptions ne ferons-nous pas leur part à des petits Canadiens-français pour les aider à le demeurer ?

Dans le grand mouvement de charité qui nous entraîne au secours de tous les malheureux, nos compatriotes persécutés seront-ils les seuls auxquels nous refuserons de penser ?

L'Ontario français est un poste avancé qui garde les approches du vieux Québec : le laissons-nous tomber sous les coups des nouveaux barbares qui le battent en brèche ?

C'est dans la lutte que se révèle la valeur des peuples. C'est à la façon dont ils relèvent une injure et repoussent une attaque hypocrite ou brutale que l'on reconnaît s'ils sont de noble race ou mûrs pour l'asservissement. Dans quelle catégorie faudra-t-il nous classer ?

Votre attitude à vous, qui nous lisez en ce moment, fournira l'un des éléments de la réponse que cette question appelle. Songez-y bien, et qui que vous soyez : prêtre ou laïque, homme, femme ou enfant, riche ou pauvre, riche surtout, donnez promptement et généreusement pour la défense du parler français. L'intérêt national vous le commande et aussi l'intérêt religieux, car au Canada comme ailleurs, l'histoire est là pour le prouver, les gestes de Dieu s'accomplissent surtout par les Francs. Et d'ailleurs, l'un des persécuteurs ne l'a-t-il pas avoué : « Il n'y aurait pas de question bilingue dans la province d'Ontario si les Canadiens français n'étaient pas catholiques ».

Catholiques et Canadiens français, retenons bien cette parole et donnons sans compter pour la défense de cette forme supérieure de civilisation que représentent nos compatriotes ontariens : la civilisation catholique et française.

— *L'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne Française.*

N. B. — Les sommes les plus modestes seront reçues avec reconnaissance. Pour éviter les vols, ne pas envoyer de papier-monnaie, mais faire remise par chèque ou mandat-poste. Adresser comme suit : M. Emile Girard, trésorier général de l'A. C. J. C., 160, rue St-Jacques, Montréal.

AVIS

Plusieurs personnes nous font parvenir le montant de 25 cents pour leur abonnement ou pour leur renouvellement et nous font la demande de graines pour jardinage que nous donnons en prime sans inclure en plus le montant de .02. Veuillez prendre note que pour avoir ces graines il faut envoyer en plus du 25 cents, le montant de 2 cents pour l'envoi de ces graines.

Donc que tous ceux qui nous ont déjà demandé ces graines sans nous faire parvenir le montant de 2 cents, veuillent bien nous l'envoyer de suite afin que nous puissions leur expédier ces paquets.

Comme il nous est impossible d'écrire à tous ceux qui nous ont demandé ces graines sans nous envoyer le montant exigé, prenez bien note de cet avis, si non ne soyez pas surpris si vous ne recevez ni graines ni réponses.

LA DÉsertION DES CAMPAGNES

(Spécialement écrit pour le Bulletin de la Ferme)

(suite)

La classe populaire, jeunes gens, jeunes filles, petits propriétaires, quittent la campagne pour venir habiter en ville, mais le mal ne s'arrête pas là, les dirigeants, les grands propriétaires la désertent aussi. Mgr Gibier dit que « c'est là toujours été un prélude et une cause de décadence ». L'empire romain en est mort, parce que l'abandon de la campagne par l'aristocratie romaine amena vite le déclin et la ruine de l'agriculture.

De même la monarchie française en a été victime comme l'empire romain. Ça été une des grandes erreurs et des fautes les plus lamentables de Louis XIV d'arracher les familles nobles à leurs terrains et à leurs manoirs pour en faire les satellites du soleil de Versailles. Quand vint l'heure de la Révolution les meilleurs défenseurs de la monarchie avaient quitté leur poste.

Et aujourd'hui encore, comme du temps de Louis XIV, tout le monde veut être un monsieur de la ville... (1)

Ce que Mgr Gibier dit de la classe dirigeante en France et ailleurs, peut se dire avec autant de vérité de la nôtre.

Notre pays est jeune, et cependant il souffre plus qu'on le croit généralement de cet abandon de la campagne par les gens riches et par les gens instruits.

En effet, si l'on veut que la campagne prospère, il faut dans chaque paroisse, des hommes fortunés qui puissent aider les petites gens à supporter les lourdes défenses qu'exigent toute administration locale, des hommes dont la bourse puisse s'ouvrir plus largement pour encourager et soutenir les bonnes œuvres, il faut parmi le peuple qui n'a ni le temps, ni les moyens d'étudier, des hommes cultivés, au courant des questions modernes, capables de prendre ses intérêts en main et les défendre dans les conseils de la nation, des hommes instruits, bienfaisants, en mesure de diriger sainement l'opinion publique.

La classe riche déserte la campagne, les jeunes gens instruits dédaignent le noble métier d'agriculteur, pourquoi donc ? Parce que la vie est plus agréable à la ville lorsqu'on a assez de fortune pour se jeter dans le tourbillon de ses plaisirs malsains, parce que les bacheliers de nos collèges classiques, les diplômés des collèges commerciaux, sortis pour la plupart des familles de la campagne, croient se déshonorer s'ils embrassent le métier d'habitant. Les bacheliers se jettent dans les carrières libérales avec l'idée, chez un grand nombre, de se caser dans la ville plus tard ; les diplômés deviennent des commis de banque, des teneurs de livres, des voyageurs de commerce ; si dès le début, ils sont forcés de s'installer à la campagne, c'est toujours avec l'intention de venir s'échouer à la ville lorsque l'occasion favorable se présentera.

Il serait intéressant de savoir combien, parmi les élèves qui terminent chaque année leurs études dans les collèges classiques ou commerciaux, embrassent la carrière d'agriculteur. Je ne veux pas dire que les collèges classiques, les collèges commerciaux doivent avoir pour but principal de former des agriculteurs ; tout

de même on pourrait dans ces maisons d'éducation attirer davantage l'attention des élèves sur la noblesse de la profession de cultivateur sur les immenses bienfaits que procure à la société l'agriculture, on pourrait dans certains collèges commerciaux, à la campagne surtout, faire la part moins grande au « shorthand », au « book-keeping », à la gymnastique et y donner quelques leçons sur l'art agraire, préparatoires à un cours plus étendu.

Bon nombre d'élèves de ces collèges, ayant déjà en germe la vocation d'agriculteurs seraient heureux d'aller compléter ces notions préliminaires dans nos écoles d'agriculture, soit de Ste-Anne de la Pocatière, soit d'Oka.

Dirigeons vers ces écoles les jeunes gens qui terminent leurs études ou classiques ou commerciales, ceux surtout qui sortent des familles de cultivateurs. C'est le désir du Gouvernement, de l'Honorable Ministre de l'Agriculture en particulier de voir ces écoles bien remplies ; c'est pour répondre à toutes les demandes, qu'on y a fait des agrandissements considérables pendant l'année qui vient de se terminer. (1)

(1) Rapport du Ministère de l'Agriculture, 1914, p. V.

L'enseignement ménager et des diverses branches agricoles se poursuit avec succès dans les principaux couvents de la province, et on en voit de plus en plus les heureux résultats. Les jeunes filles de la campagne comprennent davantage qu'elles ne sont pas au couvent seulement pour obtenir des diplômes de musique, ou même des diplômes universitaires, mais surtout pour acquérir les connaissances qui feront d'elles les dignes épouses d'agriculteurs instruits et cultivés.

Et dans les régions de colonisation quel bien feraient des jeunes gens instruits, qui ne craindraient pas d'aller affronter les rudes travaux du défrichement. Il faudrait tout un bataillon de jeunes gens instruits et un peu fortunés pour entreprendre la colonisation d'une région nouvelle.

Je connais dans une région de colonisation un jeune homme, qui après avoir porté la soutane pendant trois ans, ne se sentant pas appelé à la vocation sacerdotale, a quitté le costume de séminariste pour venir s'établir sur une terre neuve. Quelques mois après son établissement, il épousait une jeune fille de l'endroit aussi courageuse que lui, et capable de le seconder ; à force de travail et de persévérance il est parvenu à se créer un petit domaine. Aujourd'hui il est le maire de son village, le conseiller de tous, le bras droit de son curé.

Les professions libérales sont encombrées, les vocations pour la carrière du commerce ne manquent pas.

Seule la profession d'agriculteur n'est pas suffisamment encouragée, dirigeons de ce côté les jeunes gens instruits et qui ont de la fortune. Nous aurons fait une œuvre salubre en même temps que nationale.

« La province de Québec a besoin de bras « pour cultiver les terres abandonnées dont elle « dispose, et faire produire le pain, le lait, les « œufs, la viande que tant de bouchers réclament et n'attrapent que très chèrement ». (1)

L'abbé IVANHOE CARON.

(1) L'abbé Al. Martin. Rapport du Ministère de l'Agriculture, 1914, p. 3.

(1) Nos plaies sociales, p. 210 et suiv., passim.